



RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2025

Campagne budgétaire des établissements et services médicosociaux – secteur dépendance et handicap

Table des matières

INTRO	DUCTION	2
	E 1 : BILAN DE LA CAMPAGNE BUDGETAIRE 2024	
l.	La campagne budgétaire des ESMS PA	4
II.	La campagne budgétaire des ESMS PH	6
PARTII	E 2 : LA STRATEGIE D'ACTUALISATION 2025	8
l.	La dotation régionale limitative 2025	8
II.	La stratégie d'actualisation régionale pour les ESMS - secteur dépendance	9
III.	La stratégie d'actualisation régionale pour les ESMS - secteur handicap	12
IV.	Le financement des SSIAD	14
V.	Le financement des ESAT	14
PARTII	E 3 : LE FINANCEMENT DES MESURES NOUVELLES	15
I.	Mesures nouvelles pérennes	15
II.	Mesures nouvelles non pérennes	15
III.	Mesures salariales	16
IV.	Priorités du secteur « personnes en situation de handicap »	18
V.	Priorités du secteur « personnes âgées »	24
VI.	Mesures transversales	27
ANNE	XE 1 : TEXTES REGLEMENTAIRES	30

INTRODUCTION

La campagne budgétaire 2025 s'inscrit dans le contexte général suivant :

Un taux de progression de l'objectif global de dépenses (OGD) de 5,4% (7,4% pour les ESMS du secteur de la dépendance et 3,2% pour les ESMS du secteur handicap) :

- Au titre des secteurs handicap et dépendance :
 - Rehaussement du taux d'actualisation des dotations régionales limitatives (DRL) visant à la prise en compte des effets de l'inflation, du glissement vieillesse technicité (GVT) et du renforcement des taux d'encadrement en EHPAD;
 - Augmentation des cotisations vieillesse des employeurs des agents affiliés à la Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Locales (CNRACL);
 - Financement du développement de l'offre dans les secteurs PA et PH ;
 - Réponse aux enjeux de transformation de l'offre, de renforcement du taux d'encadrement ainsi que de l'amélioration de la situation économique des EHPAD;
 - Mesures d'efficience visant à inciter le secteur médico-social à mobiliser l'ensemble des gisements de performance collective.
- Au titre du secteur handicap :
 - Financement du développement de l'offre dans le secteur PH, notamment en application des engagements pris lors de la conférence nationale du handicap (CNH) 2023.
- Au titre du secteur de la dépendance :
 - Soutien aux EHPAD en difficulté en articulation avec l'analyse menée dans le cadre des commissions régionales/départementales ;
 - Financement de la préfiguration d'une stratégie 2025-2030 relative aux maladies neuro-dégénératives (MND).

Cadrage national



- Mise en œuvre des orientations stratégiques et opérationnelles définies en matière médico-sociales dans le cadre du Schéma Régional de la santé 2023-2028;
- Déploiement des mesures inscrites au Programme Interdépartemental d'Accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) 2024-2028 en déclinaison des orientations fixées dans le cadre de la programmation régionale au titre du plan de création de 50 000 solutions et de transformation de l'offre médico-sociale sur la période 2024-2030 et du plan régional de renforcement et de rattrapage de l'offre en faveur des personnes âgées dépendantes.

Cadrage régional



Le présent rapport vise à informer les ESMS de Corse, ainsi que leurs organismes gestionnaires, du cadre d'application régional des orientations stratégiques budgétaires définies au niveau national pour le secteur médico-social au titre de l'exercice 2025 en application :

- du Code de l'action sociale et des familles fixant les modalités de tarification des ESMS relevant du secteur de la dépendance et du handicap ;
- de l'Instruction DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/2025/66 du 27 mai 2025 relative aux orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées pour l'exercice 2025;
- du Projet Régional de Santé pour la Corse et notamment des priorités définies dans le cadre du Schéma Régional de Santé 2023-2028 au travers notamment des fiches thématiques (TND, MND, Aide aux aidants, handicaps rares) et des parcours prioritaires (handicap et bien vieillir).

Comme pour les exercices précédents, l'ARS de Corse établit pour 2025 un seul rapport d'orientation budgétaire (ROB) commun aux deux secteurs sur la base de la structuration suivante :

- 1ère partie : bilan de la campagne budgétaire 2023 ;
- 2ème partie : stratégie d'actualisation des ESMS ;
- 3^{ème} partie : les financements pérennes et non pérennes des orientations stratégiques prévus dans le cadre de l'instruction susmentionnée ;
- ANNEXE : notification tarifaire des EHPAD et proposition budgétaire pour les autres ESMS.

Il en effet rappelé que conformément à la réglementation en vigueur :

- Les EHPAD relèvent depuis 2017 de la procédure EPRD/ERRD et ne sont par conséquent plus soumis à procédure contradictoire. Il en est de même des ESMS pour lesquels un CPOM est en application. Le présent rapport se conclue donc, pour ces établissements, par une décision budgétaire prise en application des orientations définies.
 - Ils sont donc tenus de transmettre sous un délai maximal de 30 jours et au plus tard le 30 juin un EPRD en cohérence avec la notification reçue.
- Les autres ESMS ne relevant pas d'un CPOM, restent soumis à procédure contradictoire ; le présent rapport conclue donc à une proposition budgétaire pour ces établissements au titre de l'exercice 2025.
 - Un délai de 8 jours est accordé à réception du présent document pour faire valoir toute observation quant à cette proposition intégrant l'affectation du résultat 2023.

Enfin, à l'instar des exercices précédents, les termes de l'instruction budgétaire susmentionnée prévoient une organisation de la campagne budgétaire en plusieurs phases.

Le présent ROB traite exclusivement de la 1ère phase de campagne budgétaire 2025.

PARTIE 1: BILAN DE LA CAMPAGNE BUDGETAIRE 2024

La campagne budgétaire 2024 a été menée en deux phases de tarification qui se sont échelonnées jusqu'à la fin de l'année 2024.

I. LA CAMPAGNE BUDGETAIRE DES ESMS PA

LA DOTATION REGIONALE LIMITATIVE (DRL)

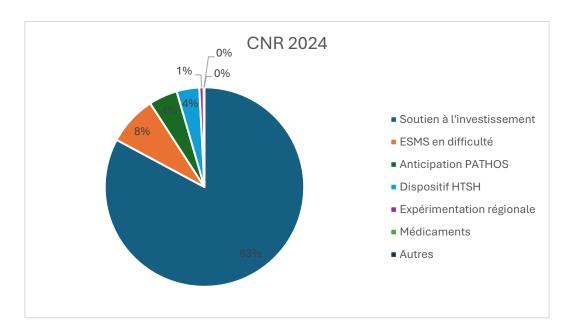
La DRL 2024 s'est élevée à 63 612 309€ en 2024 contre 60 636 343€ en 2023, soit +4,91%, intégrant 2 000 056€ de mesures nouvelles dont 148 298€ au titre des revalorisations salariales, 61 759€ pour la mise en œuvre de la réforme de la tarification des SSIAD ainsi que 158 879€ de CNR nationaux.

La DRL allouée en 2024 à la région Corse a été exécutée à 100% dans le respect des montants notifiés :

	Mesures	Consommé 2024
	Base au 01/01/2024	51 461 308 €
BASE	Actualisation	1 016 413 €
	Sous-total 1	52 477 721 €
.LES	Installations de places et dispositifs spécifiques	1 001 686 €
UVE	Convergence tarifaire	437 833 €
S NO	Mise en œuvre de la réforme tarifaire des SSIAD	27 876 €
MESURES NOUVELLES	Revalorisations salariales	172 361 €
ME	Sous-total 2	1 639 756 €
	CNR Régionaux	12 088 466 €
	CNR nationaux	158 879 €
CNR	Mise en réserve temporaire	- 1 223 842 €
	Régul effet année partielle - CNR	- 700 416 €
	Sous-total 3	10 323 088 €
	Impact des résultats des CA 2022	- 828 263 €
то	TAL consommé 2024	63 612 302 €

L'ATTRIBUTION DE CREDITS NON RECONDUCTIBLES

12 247 345€ de crédits non reconductibles nationaux et régionaux ont été alloués au cours de l'année 2024. En nette progression par rapport à 2023 (+133%). Au global, les CNR représentent 19% de la DRL 2024 (contre 8% en 2023).



L'allocation de CNR a porté prioritairement sur les postes de financements suivants :

- Le soutien à l'investissement pour un montant de 10 145 900€ conformément aux priorités définies dans le cadre de la stratégie régionale d'investissement. A noter qu'en parallèle, l'ARS de Corse a alloué, dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'Aide à l'Investissement (PAI), un montant complémentaire de 6 675 255€ permettant de soutenir 2 projets (un projet de reconstruction et un projet de restructuration), respectant ainsi l'engagement de mobiliser l'ensemble des leviers financiers existants pour le soutien aux opérations prioritaires;
- Les ESMS en difficulté pour un montant de 980 000€ dans le cadre de la commission régionale « ESMS en difficulté » ;
- Le soutien au financement par anticipation des effets positifs des coupes PATHOS validées en 2024 et dont la mise en œuvre pérenne s'applique officiellement à travers la campagne budgétaire 2025 pour 570 081€.

LES INSTALLATIONS

En 2024, 1 001 686€ ont été alloués au titre des installations de places avec :

Installations 2024	Montant année pleine
Extension de 5 places d'hébergement permanent en EHPAD	86 686 €
34 places d'UVA	700 000 €
12 places de PASA	65 000 €
Création d'une équipe spécialisée Alzheimer	150 000 €
Total installations 2024	1 001 686 €

Ces installations, en cohérence avec les orientations du plan de rattrapage et de renforcement de l'offre pour personnes âgées dépendantes, concernent pour 631 686€ la Corse-du-Sud (63%) et pour 370 000€ la Haute-Corse (59%).

II. LA CAMPAGNE BUDGETAIRE DES ESMS PH

LA DOTATION REGIONALE LIMITATIVE

La dotation régionale limitative 2024 s'est élevée à 71 473 103€ en 2024 contre 68 778 127€ en 2023, soit +3,92%, intégrant près de 1 346 552€ de mesures nouvelles au titre des revalorisations salariales, 770 713€ de mesures nouvelles au titre de la mise en œuvre des plans nationaux.

Pour rappel, cette campagne a été marquée par le plan de création de 50 000 solutions et de transformation de l'offre médico-sociale sur la période 2024-2030. La Corse fait partie des territoires bénéficiant d'une enveloppe pluriannuelle intégrant à la fois un enjeu de rattrapage (Haute Corse) et de développement d'une offre médico-sociale fondée sur un enjeu prioritaire de transformation pour soutenir de façon effective, et sans délai, la capacité des personnes en situation de handicap à s'autodéterminer. Ainsi, sur la période 2024-2030, l'ARS de Corse a en charge d'organiser la planification de l'offre en mobilisant une enveloppe de 11,2M€ dont les priorités de mise en œuvre concerneront :

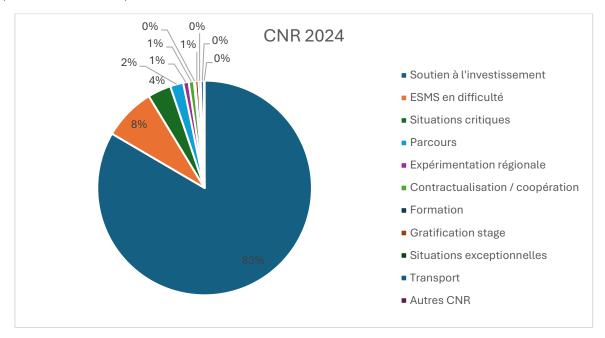
- Le repérage et le diagnostic précoces des handicaps, et en priorité des troubles du neuro-développement ;
- Le soutien à la scolarisation des élèves en situation de handicap;
- Le développement d'une offre en faveur des enfants en situation de handicap dans une logique de soutien à l'inclusion favorisée par la mise à disposition et le renforcement de l'expertise médico-sociale ; une priorité étant accordée aux enfants concernés par une double vulnérabilité ;
- Le rattrapage de l'offre en faveur des adultes en situation de handicap ainsi qu'au soutien à l'autodétermination sur les principaux déterminants que sont l'emploi et le logement.

La DRL allouée en 2024 à la région Corse a été exécutée à 100% dans le respect des montants notifiés :

	Mesures	Consommé 2024
	Base au 01/01/2024	64 073 817 €
BASE	Actualisation	680 900 €
	Sous-total 1	64 754 717 €
INNC	Installations de places et dispositifs spécifiques	1 745 000 €
MESURES NOUN	Mise en œuvre de la réforme tarifaire des SSIAD	8 163 €
SURE	Revalorisations salariales	813 830 €
ME	Sous-total 2	2 566 993 €
	CNR Régionaux	6 311 143 €
CNR	Mise en réserve temporaire	- 677 989 €
5	Régul effet année partielle - CNR	- 1 216 667 €
	Sous-total 2	4 416 487 €
	Impact des résultats des CA 2022	- 265 181 €
TC	TAL consommé 2024	71 473 016

L'ATTRIBUTION DE CREDITS NON RECONDUCTIBLES

6 311 143€ de crédits non reconductibles régionaux ont été alloués au cours de l'année 2024. En nette progression par rapport à 2023 (+11%). Au global, les CNR représentent 9% de la DRL 2024 (contre 8% en 2022).



L'allocation de CNR a porté prioritairement sur les postes de financements suivants :

- Le soutien à l'investissement pour un montant de 5 265 500€ en cohérence avec les orientations définies dans la stratégie régionale d'investissement ;
- Les ESMS en difficulté pour un montant de 497 000€ dans le cadre de la commission régionale « ESMS en difficulté » ;
- Le soutien aux situations individuelles critiques pour un montant de 221 607€ dans une logique de limitation des risques de rupture.

LES INSTALLATIONS

En 2024, 1 745 000€ ont été alloués au titre des installations de places avec :

Installations 2024	Montant année pleine
Plateforme d'accompagnement multimodal de l'Extrême Sud	1 000 000 €
2 EMAH	200 000 €
1 PCPE enfant 2B	100 000 €
3 faciliteurs supplémentaires	165 000 €
1 DAR	180 000 €
Renforcement du BAPU (report 2025)	100 000 €
Total installations 2024	1 745 000 €

Ces installations concernent pour 1 335 000€ la Corse-du-Sud (77%) et pour 410 000€ la Haute-Corse (31%).

PARTIE 2: LA STRATEGIE D'ACTUALISATION 2025

I. LA DOTATION REGIONALE LIMITATIVE 2025

La dotation régionale 2025 se répartir de la façon suivante :

	DRL PA 2025	Montant
	DRL au 01/01/2025	63 453 430 €
BASE	Débasage	-689 637 €
BA	Actualisation	956 167 €
	Sous-total 1	63 719 960 €
	Financement EHPAD	1 194 015 €
	MN - Convergence tarifaire	921 693 €
	MN - Développement PASA	128 144 €
	MN - Médecins coordonnateurs	144 178 €
S	Financement SSIAD	186 340 €
MESURES NOUVELLES	MN - Application de la réforme tarifaire	103 533 €
3	MN - Coordination des services	22 806 €
NC S	MN - Temps de psychologue	60 000 €
JRE	Revalorisations salariales	98 801 €
1ESI	MN - Effet hausse cotisations CNRACL	98 801 €
2	Autres MN	828 637 €
	MN - Complément répit	527 046 €
	MN - Développement ESA	150 000 €
	Autres crédits	151 591 €
	Sous-total 2	2 307 793 €
CNR	CNR - Fonds soutien EHPAD	696 312 €
5	Sous-total 3	696 312 €
	TOTAL	66 724 065 €

	DRL PH 2025	Montant
ш	DRL au 01/01/2025	71 473 103 €
BASE	Actualisation	664 700 €
	Sous-total 1	72 137 802 €
	Financement SSIAD	-41 362 €
LES	MN - Application de la réforme tarifaire	-41 362 €
VEL	Revalorisations salariales	91 556 €
	MN - Effet hausse cotisations CNRACL	91 556 €
MESURES NOUVELLES	Autres MN	93 727 €
SUR	MN - Communication alternative et améliorée	80 900 €
ME	Autres crédits	12 827 €
	Sous-total 2	143 921 €
CNR	CNR - Gratification des stages	22 648
כו	Sous-total 3	22 648 €
	TOTAL	72 304 372



❖ La base reconductible des DRL fait l'objet d'une actualisation pour permettre une évolution des coûts salariaux et des prix. Les taux d'actualisation des dotations régionales pour 2025 sont les suivants :

Cadrage national



	Taux	Taux de progression DRL					
Secteur	Masse salariale	Effet prix	Tx encadrement	Taux actualisation			
	(GVT)		(EHPAD)	DRL			
PA	0,67%	0,15%	0,92%	1,74%			
dont valeur point EHPAD	0,68%	0,15%	1,52%	2,35%			
dont reste secteur PA	0,67%	0,15%	-	0,82%			
PH	0,57%	0,36%	-	0,93%			

L'ensemble des mesures nouvelles (MN) est fléché; le financement des mesures nouvelles portées par les organismes gestionnaires à travers leurs budgets prévisionnels ne peut être assuré qu'à travers les crédits d'actualisation et donc une modulation du taux national.

- En l'absence de propositions concrètes et opérationnelles, des mises en réserve seront appliquées aux établissements réunissant une ou plusieurs des conditions suivantes :
 - Faible taux d'occupation sur les 3 derniers exercices avec prise en compte des taux d'occupation sur l'ensemble des modalités d'accueil.
 - Résultat excédentaire trop important,
 - Absence d'évolution du taux d'encadrement, notamment en EHPAD,
 - Non engagement dans la démarche CPOM et la dynamique de transformation et diversification de l'offre,
 - Non transmission des plans bleus conforme au cadrage défini,
 - Non complétude des différents systèmes d'information : ROR, Via trajectoire...
- Les établissements présentant des résultats excédentaires trop importants dans un contexte de diminution des taux d'encadrement malgré un taux d'occupation supérieur à 95%, feront l'objet de mise en réserves.
- Des modalités de dégel pourront être étudiées dans le cadre de la 2ème phase de campagne, sous réserve de la transmission par les ESMS concernés d'un plan d'actions visant à améliorer leur taux d'occupation et/ou leur taux d'encadrement, au plus tard le 30/09/2025.

Cadrage régional



II. LA STRATEGIE D'ACTUALISATION REGIONALE POUR LES ESMS - SECTEUR DEPENDANCE

Le calcul des dotations soins de référence (dotations plafonds) découlent de l'application de l'équation tarifaire réglementaire :

[GMP+(PMP*2.59)]*capacité installée HP * valeur du point

OPTION TARIFAIRE	Valeur de point 2024	Valeur du point 2025	% évol°
TP SANS PUI	11,30 €	11,57 €	2,39%
TP AVEC PUI	11,97 €	12,25 €	2,34%
TG SANS PUI	13,29 €	13,60 €	2,33%
TG AVEC PUI	14,00 €	14,33 €	2,36%

LES EHPAD



- Les valeurs annuelles de point sont actualisées en 2025, d'une part, du taux de reconduction cité supra; et d'autre part, des crédits liés au renforcement du taux d'encadrement des soignants non médicaux.
- Les EHPAD en situation de convergence tarifaire positive au 01/01/2025 voient leur dotation globale de fonctionnement (DGF) actualisées. Ils se voient également notifier des crédits dits de « convergence tarifaire » leur permettant de disposer de la dotation

plafond calculée sur la base des GMPS validés au plus tard au 30/06/2024.

Le besoin de financement total au titre de la convergence tarifaire positive s'élève à 928 186€.

Les EHPAD au plafond ou en situation de convergence tarifaire négative au 01/01/2025 sont exclus du processus d'actualisation pour les places d'hébergement permanent. Afin de tenir compte du contexte général d'augmentation des prix, ces derniers restent éligibles à un soutien financier après examen de la situation de établissements concernés dans le cadre de la commission régionale ESMS en difficulté.

3 EHPAD sont concernés par une situation de convergence négative et induisent un besoin de financement de 18 640€.

Les EHPAD sont actualisés en tenant compte également du taux d'occupation en comparaison des taux d'occupation du dernier compte administratif étudié 2023 et des taux d'occupation 2024 (compte administratif non étudié). Les EHPAD présentant en 2023 et 2024 un taux d'occupation inférieur à 95% sur les places d'HP pourront faire l'objet d'une mise en réserve.

TO régional moyen	2023	2024	Pts d'évol°
HP	88%	91%	1 3
нт	35%	42%	1 7
UHR	NC	NC	-
UVA	1	96%	-
PASA	68%	84%	1 6
ESA	58%	NC	-
AJ	64%	74%	1 0
SSIAD	64%	74%	1 0

* les TO 2024 des ESMS publics seront réceptionnés dans le cadre des ERCP

**les TO n'ont pas été fournis pour l'ensemble des modalités d'accueil (PFR, HT, PASA, ESA) et modalités de calcul différentes selon services

❖ A titre exceptionnel, l'ARS peut, dans la mesure des marges financières disponibles, anticiper l'application des GMPS validés par ses services et ceux de la Collectivité de Corse entre le 1er juillet 2024 et le 30 juin 2025 pour les EHPAD pour lesquels une variation positive de la dotation plafond est constatée. Ainsi, l'écart constaté est notifié en crédits non reconductibles ; l'abondement pérenne de la base étant régularisé dans le cadre de la campagne budgétaire 2025. Cette anticipation doit permettre aux EHPAD concernés d'ajuster leur organisation sur la partie soins aux besoins de leurs résidents à travers un renforcement immédiat du taux d'encadrement. Le non-respect de cet objectif induira une récupération des CNR versés au plus tard au cours de l'examen de l'ERRD concerné.

L'application par anticipation des GMPS 2025 concerne 3 EHPAD et induit un besoin de financement de 270 633€.

Les places d'hébergement temporaire (HT) sont actualisées en tenant compte du taux d'occupation ainsi que du niveau de participation aux dispositif nationaux (HTSH/HTU, expérimentation accueil de nuit).

Les EHPAD présentant en 2023 et 2024 un taux d'occupation inférieur à 50% sur les places d'HT, ainsi qu'une faible mobilisation au titre du dispositif HTSH/HTU verront les crédits attribués au titre du rebasage du coût à la place de ces lits gelés à compter de la 2ème phase de campagne en l'absence de données d'activité attestant d'une participation active au dispositif HTSH.

L'application de cette mesure induirait un gel de 105 321€ pour 5 EHPAD en 2ème phase de campagne budgétaire.

- Les équipes spécialisées Alzheimer (ESA), les dispositifs spécifiques tels que les PASA et les UHR ainsi que les organisations « Infirmiers de nuit » sont actualisés sous réserve de la transmission des données d'activité conformément à la réglementation en vigueur.
- Les Accueils de jour (AJ) sont actualisés pour les services présentant, sur la base du dernier compte administratif étudié (2023), un taux d'occupation d'au moins 70%.
- Conformément à la réglementation en vigueur, les ESMS n'ayant pas transmis leurs propositions budgétaires au titre de 2025 au plus tard le 31 octobre 2024 se voient appliquer une tarification d'office n'entrainant pas de procédure contradictoire. Cette tarification d'office induit une absence de revalorisation de la dotation globale de fonctionnement constatée au 1er janvier 2025.

LES ACCUEILS DE JOUR AUTONOMES



III. LA STRATEGIE D'ACTUALISATION REGIONALE POUR LES ESMS - SECTEUR HANDICAP

L'ARS applique un taux d'actualisation différencié au regard de la situation de chaque ESMS selon les critères suivants :

Coût à la place : comparaison avec les dernières moyennes éditées au niveau national (référence 2023) et coût à la place régionaux 2024.

SECTEUR ENFANTS

Figure 3 - Coût moyen par place en ESMS pour enfants en situation de handicap en 2023



Coûts à la place régionaux 01/01/2025

- IEM: 88 476€
- ITEP: 44 017€
- IME: 60 167€

- SESSAD : 25 718€

CDAV: 29 665€ (sans hébergement)

SECTEUR ADULTES

Figure 1 – Coût moyen par place en ESMS pour adultes en situation de handicap en 2023



Coûts à la place régionaux 01/01/2025

- MAS: 104 212€

FAM: 99 133€

(hébergement + soins)

- UEROS: 47 922€

CPO: 47 194€

 SAMSAH : 31 163€ (hébergement + soins)

ESAT : 14 709€

Source : ERRD, CA et FINESS.

Taux d'occupation constatés: comparaison des taux d'occupation du dernier compte administratif étudié 2023 et des taux d'occupation 2024 (compte administratif non étudié) avec les références nationales pour les ESMS de même catégorie (données CNSA 2018).

SECTEUR ENFANTS

Catégorie d'ESMS	Modalité d'accueil : internat	Nb d'ESMS	Médiane 2017	Médiane 2018	Écart entre N/N-1 (point %)	Moyenne pondérée 2017*	Moyenne pondérée 2018*	Écart entre N/N-1 (point %)
Établissements						•		
IME	Avec places d'internat	377	92,2 %	90,5 %	-1.7	88,3 %	87,1 %	-1.3
IME	Sans places d'internat	273	93,1 %	91,4 %	-1.7	92,4 %	90,0 %	-2.4
IME	Toutes modalités	650	92,6 %	91,1 %	-1.6	89,9 %	88,2 %	-1.7
ITEP	Avec places d'internat	179	90,6 %	89,0 %	-1.6	87,2 %	85,8 %	-1.4
ITEP	Sans places d'internat	34	92,8 %	92,5 %	-0.3	88,3 %	89,4 %	1.1
ITEP	Toutes modalités	213	90,9 %	89,4 %	-1.4	87,3 %	86,3 %	-1.1
EEAP	Avec places d'internat	67	83,4 %	77,9 %	-5.4	77,1 %	74,7 %	-2.5
EEAP	Sans places d'internat	36	93,0 %	86,2 %	-6.8	91,3 %	87,1 %	-4.2
EEAP	Toutes modalités	103	88,9 %	83,9 %	-4.9	79,8 %	77,0 %	-2.8
IEM	Avec places d'internat	52	86,4 %	84,6 %	-1.8	83,5 %	81,5 %	-2.0
IEM	Sans places d'internat	27	94,2 %	89,5 %	-4.7	88,6 %	86,3 %	-2.3
IEM	Toutes modalités	79	89,1 %	85,3 %	-3.8	84,5 %	82,4 %	-2.0
IDV	Avec places d'internat	13	85,9 %	85,1 %	-0.8	80,7 %	79,1 %	-1.5
IDV	Sans places d'internat	4	60,3 %	73,4 %	13.1	63,7 %	66,7 %	3.0
IDV	Toutes modalités	17	84,7 %	84,1 %	-0.6	79,9 %	78,6 %	-1.3
IDA	Avec places d'internat	21	94,5 %	90,8 %	-3.7	88,8 %	86,6 %	-2.1
IDA	Sans places d'internat	15	95,1 %	92,0 %	-3.1	90,2 %	90,3 %	0.1
IDA	Toutes modalités	36	94,5 %	91,3 %	-3.3	89,1 %	87,4 %	-1.7
IESPESA	Avec places d'internat	5	93,0 %	91,1 %	-1.8	93,1 %	92,5 %	-0.6
IESPESA	Sans places d'internat	2	91,1 %	88,9 %	-2.2	91,1 %	88,9 %	-2.2
IESPESA	Toutes modalités	7	92,9 %	91,1 %	-1.8	92,7 %	91,8 %	-0.9
CAFS	Toutes modalités	22	93,0 %	83,6 %	-9.5	82,5 %	76,4 %	-6.2
EEEH	Avec places d'internat	7	91,4 %	87,4 %	-4.0	81,6 %	79,5 %	-2.1
EEEH	Sans places d'internat	20	99,0 %	94,9 %	-4.1	90,6 %	92,8 %	2.2
EEEH	Toutes modalités	27	99,0 %	93,4 %	-5.6	89,3 %	90,7 %	1.4
EATEH	Avec places d'internat	11	100,0 %	94,8 %	-5.2	89,0 %	90,6 %	1.6
EATEH	Sans places d'internat	1	75,7 %	80,9 %	5.2	75,7 %	80,9 %	5.2
EATEH	Toutes modalités	12	100,0 %	92,7 %	-7.3	87,9 %	89,8 %	1.9
JES	Toutes modalités	4	81,5 %	78,4 %	-3.1	84,7 %	79,2 %	-5.5
Services								
SESSAD	Toutes modalités	347	93,0 %	92,7 %	-0.2	84,2 %	85,2 %	1.0

"Moyenne pondérée et tronquée Source : CNSA – ImportCA 2017 et 2018 – ESMS pour les personnes handicapées (PH)

A noter : en dessous de 10 unités statistiques, les données sont à utiliser avec prudence.

Taux d'occupation régionaux moyen (CA 2023)

IEM: 41% **DITEP: 87%** DIME: 77% IME: 89% SESSAD: 91%

*données ne traduisant pas nécessairement un fonctionnement en file active

**tous les DITEP n'ont pas fourni leur taux occupation 2023 et modalités de calcul différentes selon services

SECTEUR ADULTES

		_ •		٠,				•
Catégorie d'ESMS	Modalité d'accueil : Internat	Nb d'ESMS	Médiane 2017	Médiane 2018	Écart entre N/N-1 (point %)	Moyenne pondérée 2017*	Moyenne pondérée 2018*	Écart entre N/N-1 (point %)
Établissements					•			
CPO	Avec places d'internat	14	91,8 %	87,0 %	-4.8	90,4 %	86,5 %	-3.9
CPO	Sans places d'internat	6	86,6 %	89,8 %	3.2	89,2 %	90,1 %	0.9
CPO	Toutes modalités	20	91,1 %	87,1 %	-4.0	90,1 %	87,5 %	-2.6
ESAT	Toutes modalités	645	96,3 %	92,3 %	-4.1	92,8 %	90,2 %	-2.6
CRP	Avec places d'internat	38	88,3 %	86,1 %	-2.2	83,6 %	79,7 %	-4.0
CRP	Sans places d'internat	8	92,7 %	88,1 %	-4.6	89,9 %	88,1 %	-1.8
CRP	Toutes modalités	46	88,6 %	86,8 %	-1.8	85,1 %	81,6 %	-3.5
MAS	Avec places d'internat	366	94,0 %	91,0 %	-3.0	91,3 %	90,4 %	-0.9
MAS	Sans places d'internat	4	93,7 %	91,6 %	-2.1	94,6 %	92,8 %	-1.7
MAS	Toutes modalités	370	94,0 %	91,0 %	-3.0	91,3 %	90,4 %	-0.9
EEAH	Avec places d'internat	4	89,3 %	88,7 %	-0.6	94,1 %	93,5 %	-0.6
EEAH	Sans places d'internat	12	100,0 %	94,7 %	-5.3	89,1 %	82,9 %	-6.2
EEAH	Toutes modalités	16	100,0 %	94,7 %	-5.3	90,6 %	85,9 %	-4.7
EATAH	Avec places d'internat	7	70,9 %	74,7 %	3.8	76,1 %	78,2 %	2.1
EATAH	Sans places d'internat	4	100,0 %	80,5 %	-19.5	97,2 %	80,7 %	-16.5
EATAH	Toutes modalités	11	93,4 %	77,6 %	-15.8	84,1 %	79,2 %	-5.0
FAM-EAM	Avec places d'internat	145	96,0 %	94,0 %	-2.0	93,1 %	91,8 %	-1.3
FAM-EAM	Sans places d'internat	3	100,0 %	91,7 %	-8.3	100,0 %	88,9 %	-11.1
FAM-EAM	Toutes modalités	148	96,1 %	94,0 %	-2.1	93,2 %	91,8 %	-1.4
Services								
SAMSAH	Toutes modalités	153	100,0 %	100,0 %	0.0	93,4 %	94,8 %	1.4
SPASAD	Toutes modalités	35	100,0 %	89,0 %	-11.0	93,0 %	87,7 %	-5.3
SSIAD	Toutes modalités	749	99,6 %	91,6 %	-8.0	91,6 %	87,7 %	-3.9

"Moyenne pondérée et tronquée.

Source: CNSA - ImportCA 2017 et 2018 - ESMS pour les personnes handicapées (PH)

Taux d'occupation régionaux moyen (CA 2023)

MAS: 90% FAM: 97% **UEROS: 93%** CPO: 63% **SAMSAH: 128%**

ESAT: 87%

*données ne traduisant pas nécessairement fonctionnement en file active

**toutes les MAS n'ont pas fourni leur taux occupation 2023 et modalités de calcul différentes selon services

A noter : en dessous de 10 unités statistiques, les données sont à utiliser avec prudence.

- L'évaluation de l'activité au 1er janvier 2025 au regard des tableaux de suivi d'activité mis en place par l'ARS, à travers le constat :
 - Une optimisation de l'agrément pour les établissements ;
 - Un fonctionnement en file active pour les services.

IV. LE FINANCEMENT DES SSIAD

La mise en œuvre de la réforme tarifaire des SSIAD et des SAD mixtes s'accompagne d'un mécanisme de convergence tarifaire.

Pour 2025, le montant de la convergence appliqué à chaque SSIAD est égal au tiers de l'écart constaté entre le forfait global 2027 et la dotation reconductible 2024 actualisée des SSIAD de la région :

- Les dotations sont calculées à partir des données d'activités remontées par les SSIAD dans le système d'information déployé par la CNSA.
- Les SSIAD disposant d'un forfait global de soins (FGS) en situation de convergence positive sont actualisés conformément aux dispositions prévues dans la circulaire budgétaire.
- A compter de 2025, les SSIAD en convergence négative ne bénéficient plus du mécanisme de gel des dotations.
- Pour les services qui n'ont pas répondu (ou partiellement) au recueil ainsi que pour les services dont les données ne sont pas exploitables, le FGS 2025 n'est pas actualisé.

Les financements complémentaires (ESA, temps de psychologue...) sont actualisés sous réserve de transmission des données d'activité.

V. LE FINANCEMENT DES ESAT

L'application des tarifs plafonds est suspendue à compter de l'exercice 2025.

Les ESAT qui ont vu leur dotation gelée en application de ces tarifs plafonds jusqu'en 2024 peuvent donc bénéficier à compter de 2025 du taux d'actualisation prévu pour les établissements et services accompagnant des personnes en situation de handicap.

Dans ce contexte, l'actualisation sera appliquée au regard des critères définies dans le cadre de la stratégie d'actualisation pour les ESMS du secteur handicap.

PARTIE 3: LE FINANCEMENT DES MESURES NOUVELLES

I. MESURES NOUVELLES PERENNES

Trois types de mesures nouvelles (MN) pérennes existent :

- Celles sollicitées dans le cadre des budgets prévisionnels des ESMS: le financement des mesures nouvelles non rattachées à un plan national est subordonné à la disponibilité des dotations régionales limitatives issue de la modulation des taux d'actualisation nationaux;
- Celles issues des engagements pris dans le cadre d'un CPOM valide ;
- Celles induites par la mise en œuvre des plans nationaux : le financement des mesures nouvelles en application d'un plan national répond à une répartition territoriale conforme aux priorités du SRS et du PRIAC (régime des autorisations) ou de l'analyse réalisée par l'ARS au regard des taux d'équipements constatés au niveau régional.

Les priorités retenues au niveau régional au titre de 2025 sont décrites dans la présente partie.

II. MESURES NOUVELLES NON PERENNES

Concernant les demandes de **MN non pérennes**, pour lesquelles un financement par crédits non reconductibles peut être envisagé :

- Les crédits non reconductibles n'ont pas de fondement juridique. Ils découlent de la disponibilité constatée sur chaque dotation régionale limitative après notification des crédits pérennes. Leur volume est donc variable. Leur notification ne répond à aucune obligation ni automaticité.
- Les CNR sollicités ne peuvent concerner que les dépenses relevant du périmètre de l'Assurance Autonomie; pour les EHPAD, les FAM et les SAMSAH ces dépenses sont circonscrites au périmètre du forfait soins.
- Les demandes ne peuvent concerner que des charges à caractère non pérennes (les mesures visant à des recrutements pérennes de personnels sont proscrites).
- Indépendamment de la disponibilité financière précitée, un refus d'attribution de CNR sera formulé pour les ESMS ne renseignant pas les outils de remontées d'indicateurs: TDB de la performance, ROR, VT-PH, RésidEHPAD et pour ce qui concerne plus spécifiquement le secteur du handicap le tableau semestriel de suivi de l'activité (dans le strict respect du cadre défini par l'ARS sur le fondement d'un remplissage exhaustif).

Cadrage national



- En cas de disponibilité sur les DRL constatée par l'ARS au terme de la notification des dotations de fonctionnement des ESMS, des CNR pourront prioritairement être mobilisés sur les mesures suivantes :
 - La prévention des ruptures de parcours (exemple transports) et la gestion des situations critiques (exemple renfort de professionnel non pérenne);
 - Soutien aux ESMS en difficulté : l'examen de la situation financière des ESMS devra s'inscrire dans le cadre de la commission ESMS en difficulté régionale ;
 - Les opérations prioritaires d'investissement (Stratégie régionale d'investissement);
 - Les actions de formation: sur le champ du Handicap, une attention particulière sera portée à la formation START, aux formations relatives à la supervision des pratiques, aux modalités de communication alternative et améliorée ainsi qu'à la prévention de la maltraitance;
 - La gratification des stagiaires ;
 - Les contrats d'apprentissage (pendant la durée du contrat à durée limitée pour les professionnels dont la rémunération relève du périmètre de l'Assurance autonomie) et les services civiques ;
 - Les actions de qualité de vie au travail ;
 - Pour les EHPAD le financement par anticipation des effets positifs des coupes PATHOS validées en 2025 et dont la mise en œuvre pérenne s'appliquera officiellement à travers la campagne budgétaire 2026.
- Le fichier de recueil de demande de CNR est à retourner au plus tard le 31/07/2025.
- Notification prévue 2ème phase de campagne au regard du niveau de disponibles au sein de chaque dotation régionale limitative. Exceptions faites des demandes de CNR pour les situations individuelles critiques qui pourront faire l'objet de notification sans délai.

Cadrage régional



III. MESURES SALARIALES

BILAN DES MESURES SALARIALES SEGUR ET PRIME GRAND AGE

Sur l'ensemble des crédits alloués au titre des mesures salariales Ségur et de la Prime Grand Age, correspondant à un montant total en base de 13 337 765€, une analyse comparative entre le montant attribué aux ESMS (hors SSIAD) et la consommation réelle sur les derniers exercices a été réalisée au cours de l'exercice 2024 dans le cadre de la fixation définitive des dotations allouées.

Dans ce contexte, il a été demandé dans le cadre des annexes budgétaires au ROB :

- aux établissements en sous-consommation sur plusieurs exercices de justifier du réel besoin des crédits Ségur alloués ;
- aux établissements en sur-consommation de l'enveloppe Ségur, une réévaluation de l'enveloppe a été engagée selon étude au cas par cas et selon les marges financières disponibles ;
- l'ensemble des ESMS (hors SSIAD) a été invité à faire remonter toute observation spécifique.

Il est ressorti de cette analyse comparative les réajustements suivants :

	SECTEUR PA		SECTEUR PH		
	Crédits Ségur	PGA	Total	Crédits Ségur	TOTAL
Notifiés aux ESMS avant régularisation	7 837 290,00	269 948,00	8 107 238,00	5 230 527,00	13 337 765,00
Notifications de crédits Ségur (régulariation 2024)	72 182,00	73 341,00	145 523,00	200 856,00	346 379,00
Reprise de crédits Ségur (régularisation 2024)	-107 336,00		-107 336,00	-210 085,00	-317 421,00
Montant notifié aux ESMS	7 802 136	343 289	8 145 425	5 221 298	13 366 723

MESURES SALARIALES 2025

Cadrage national:

- 112 M€ sont délégués aux ARS afin de compenser forfaitairement la hausse des cotisations CNRACL (93,6 M€ sur le secteur PA et 18,4 M€ sur le secteur PH) pour la section soin des ESMS publics (relevant des fonctions publiques hospitalière et territoriale).
- Il vise à couvrir de façon pérenne :
 - → L'augmentation d'un point de cotisation intervenue en 2024 ;
 - → L'augmentation de trois points de cotisation intervenue en janvier 2025.

Mise en œuvre régionale :

 Dotation répartie au poids du montant régional des bases reconductibles 2024 des établissements et services médicosociaux relevant du secteur public, par rapport au montant national des bases reconductibles 2024 des ESMS relevant du même secteur.

Financement au titre de la 1ère phase de CB 2025 (PA) : 45 903€ Financement au titre de la 1ère phase de CB 2025 (PH) : 21 520€





MN 2025 PA: 98 801€ MN 2025 PH: 91 556€

IV. PRIORITES DU SECTEUR « PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP »

MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE CREATION DE 50 000 NOUVELLES SOLUTIONS ET DE TRANSFORMATION DE L'OFFRE MEDICO-SOCIALE A DESTINATION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP 2024-2030

❖ Cadrage national:

- Circulaire N° DGCS/3B/DSS/1A/CNSA/DFO/2023/176 du 7 décembre 2023 relative à la mise en œuvre du plan de création de 50 000 nouvelles solutions et de transformation de l'offre médico-sociale à destination des personnes en situation de handicap 2024-2030, issu de la CNH 2023.
- Sur la base des prévisions d'installation des ARS, 181M€ (coût en année pleine) sont dédiés au développement de l'offre médicosociale à destination des enfants et des adultes. : près de 99M€ pour le socle enfants et près de 82M€ pour le socle adultes. Ces crédits s'ajoutant aux disponibilités figurant dans la base reconductible des ARS, permettent de couvrir l'ensemble de la programmation remontée par les ARS.
- Les mesures socles enfants et adultes visent prioritairement :
 - → le développement de l'offre à destination des enfants et de solutions aux jeunes adultes maintenus en établissements pour enfants au titre de l'amendement Creton ainsi que la prévention des départs contraints de personnes en situation de handicap en Belgique.
 - → le déploiement des dispositifs portés par la Stratégie nationale 2023-2027 pour les troubles du neurodéveloppement et ceux portés par la Stratégie nationale 2023-2027 « Agir pour les aidants »

Mise en œuvre régionale :

- Intégration des mesures régionales relative au plan des 50 000 solutions dans le cadre du PRIAC 2024-2028;
- Poursuite du déploiement des mesures régionales :
 - → Dans le cadre des appels à projets/candidatures à venir ;
 - → Transmission d'un courrier à l'ensemble des organismes gestionnaires permettant de cibler les mesures relevant du extension non importante afin de disposer d'un dossier d'autorisation.
- Pas de délégation de crédit de paiement (CP) pour installation pour la Corse, les disponibilités régionales au titre de la base reconductible permettant de couvrir la programmation 2025.

Financement au titre de la 1ère phase de CB 2025 : --€

CNH – LES MESURES SOCLES ENFANTS ET ADULTES



Programmation PRIAC

FONCTIONNEMENT EN DISPOSITIF INTEGRE



Programmation PRIAC

Cadrage national:

 Le décret du 5 juillet 2024 relatif aux modalités de fonctionnement en dispositif intégré des établissements et services médico-sociaux vise à éviter les ruptures scolaires en améliorant la collaboration des structures, notamment du médico-social et de l'Education nationale.

Mise en œuvre régionale :

- Formalisation d'un projet pour chaque IME permettant d'organiser leur fonctionnement en dispositif intégré.
- Un courrier listant les mesures inscrites au PRIAC pouvant être mises en œuvre sans passage par un dispositif d'appel à projets et/ou d'appel à candidatures sera transmis à chaque ESMS.

Financement au titre de la 1ère phase de CB 2025 : --€

❖ Cadrage national:

- Poursuite de la dynamique créée par la Stratégie « Agir pour les aidants 2020-2022 » et dans la continuité des orientations définies par le cadre national d'orientation sur le répit au travers du déploiement de solutions de répit à destination des aidants.
- Développement et diversification des solutions de répits à destination des jeunes en situation de handicap dont notamment des séjours de répit pendant les périodes de fermeture des IME et les week-ends.

Mise en œuvre régionale :

- Renforcement de la programmation PRIAC visant à mettre en place des solutions de répit sur les week-ends et vacances scolaires pour les jeunes en situation de handicap à travers des prestations délivrées par tous les EMS de la région (IME, DITEP).
- Identification de quelques places fonctionnant sur 365 jours au sein de chaque département.
- Priorisation des enfants sous double vulnérabilité.
- Cette action s'articule avec celle visant au déploiement de pôles territoriaux d'aide aux aidants financés à travers le plan de rattrapage en faveur de l'offre pour personnes âgées dépendantes.
 Ainsi, les pôles incluant des services d'accueil de jour et de

MESURE REPIT
VISANT A UN
ELARGISSEMENT DES
ACCOMPAGNEMENTS
PAR LES STRUCTURES
ENFANCE



Reliquat crédits d'actualisation

plateformes de répit organisent également des prestations en faveur des personnes en situation de handicap.

Financement au titre de la 1ère phase de CB 2025 : --€

Cadrage national:

- Cette mesure s'inscrit dans le cadre des orientations du plan de création de 50 000 nouvelles solutions et de transformation de l'offre médico-sociale à destination des personnes en situation de handicap 2024-2030, issu de la Conférence nationale du handicap 2023.
- Déploiement de réponses privilégiant la logique de parcours, en particulier pour les enfants en situation de handicap relevant de l'aide sociale à l'enfance (ASE).

LIEU DE VIE RENFORCE POUR ENFANTS SOUS DOUBLE VULNERABILITE



Reliquat crédits d'actualisation

Mise en œuvre régionale :

- Renforcement de la mesure inscrites au PRIAC visant au déploiement de 2 unités de vie socio-éducative renforcées.
- Ces unités seraient notamment une alternative à l'hospitalisation et/ou l'institutionnalisation. Le capacitaire de chaque unité serait de maximum 6 places. Elle serait adossée à un lieu de vie existant (social, médico-social ou sanitaire) au titre d'une ENI. Cette action reposera sur un appel à candidature engagé conjointement avec la Collectivité de Corse (Aide Sociale à l'Enfance).
- Cette action vient en complément du déploiement des équipes mobiles médico-sociales de soutien aux professionnels de l'ASE et des équipes mobiles de pédopsychiatrie et des perspectives de rationalisation définies au titre des Pôles d'Appui à la Scolarisation.

Financement au titre de la 1ère phase de CB 2025 : --€

LE DEPLOIEMENT DU SERVICE PUBLIC DE REPERAGE PRECOCE, DE DIAGNOSTIC ET D'INTERVENTION PRECOCE ET DES PARCOURS DESTINES AUX ENFANTS ET JEUNES ADULTES

Cadrage national:

Au titre de cette mesure prévue par la loi n°2023-1250 du 26 décembre 2024 de financement de la sécurité sociale (LFSS) pour 2024 et codifié à l'article L. 2134-1 du code de la santé publique (CSP), 34,6 M€ (coût en année pleine) sont délégués pour couvrir la prévision d'installation des ARS dans le cadre du plan 50 000 solutions.

SERVICE PUBLIC DE REPERAGE PRECOCE



Programmation PRIAC

- Ces crédits doivent permettre de soutenir le déploiement du service de repérage, de diagnostic et d'intervention précoce, et plus largement le déploiement de trois parcours destinés aux enfants et aux jeunes adultes :
 - → parcours troubles du neurodéveloppement (TND) porté par les plateformes de coordination et d'orientation (PCO),
 - → parcours tous handicaps pour les 0-6 ans porté dans le cadre de ce futur service de repérage,
 - → parcours de rééducation et de réadaptation pour les enfants et jeunes adultes de 0 à 20 ans si la structure qui porte ce dernier est un ESMS.

Mise en œuvre régionale :

- Préfiguration du service public de repérage précoce régional à engager sur l'exercice 2025;
- En attente de la parution de la circulaire nationale.

Financement au titre de la 1ère phase de CB 2025 : --€

LE DEPLOIEMENT DES POLES D'APPUI A LA SCOLARITE (PAS)

Cadrage national:

- Depuis la rentrée 2024, quatre départements (Aisne, Côte d'Or, Eure-et-Loir, Var) ont déployé les 100 premiers pôles d'appui à la scolarité (PAS) préfigurateurs.
- La suite des annonces portées le 11 février 2025 et dans le cadre des orientations présentées dans le dossier de presse du Comité interministériel du handicap (CIH) de mars 2025, une généralisation progressive des PAS est engagée.
- Ce sont 50,7M€ (coût en année pleine) qui sont programmés par les ARS (en lien avec les rectorats) en 2025 en vue de déployer environ 400 PAS supplémentaires en accord avec la programmation conjointe ARS/rectorats.

DEPLOIEMENT DES PAS



Programmation PRIAC

Mise en œuvre régionale :

- En Corse, déploiement de 3 PAS à la rentrée scolaire 2025/2026 sur le Pays Ajaccien, le Pays Bastiais et l'Extrême Sud;
- 12 PAS sont fléchés pour la Corse et intégrés à la programmation régionale;
- Articulation des PAS au sein de pôles d'expertise médico-sociaux réunissant en sus, les professionnels affectés aux EMAS et aux EMAH et permettant le déploiement de l'ensemble des

prestations dévolues à ces 3 dispositifs. La constitution de ces pôles d'expertise, organisés par territoire PAS, permettra d'assurer la continuité et la cohérence des interventions et donc de limiter le risque de distorsion, entre les différents lieux de vie, voire de rupture. Cette organisation permettra également de limiter le nombre d'intervenants auprès des enfants et des familles.

- Financement pour un PAS régional : 130 000€

Financement au titre de la 1ère phase de CB 2025 : --€

ACCOMPAGNEMENT A LA MISE EN ŒUVRE D'ACTIONS SPECIFIQUES DE DEVELOPPEMENT DE L'OFFRE PH

Cadrage national:

- L'accès à la communication est un droit fondamental consacré par les textes internationaux, notamment la Convention internationale des droits des personnes handicapées (CIDPH).
- La CNH du 26 avril 2023 puis les CIH du 16 mai 2024 et du 6 mars 2025 ont réaffirmé la volonté du Gouvernement de faire de l'accès à la communication une priorité de son action. Plusieurs mesures ont ainsi été décidées pour accélérer, faciliter et garantir l'accès à la communication notamment par le déploiement de la communication alternative et améliorée (CAA).
- 6,5M€ sont alloués au titre du déploiement, au sein de chaque département, d'une mission d'expertise et d'information autour de la CAA dont les modalités de fonctionnement et d'organisation seront précisées dans une instruction et un cahier des charges à paraître d'ici l'été 2025. Ces missions comprendront deux volets principaux :
 - → une fonction d'animation de réseau sur le territoire concerné en matière de CAA,
 - → une fonction d'appui ressources et d'accompagnement à la mise en place des démarches de CAA auprès des personnes et de leurs familles, ainsi que la montée en compétences des environnements sur la CAA (école, périscolaire, soins, services à domicile, etc.).

Mise en œuvre régionale :

- Mise en place en région d'un centre ressources handicap sensoriel qui assurera le portage de cette mission d'expertise et d'information autour de la CAA (INSTRUCTION N° DGCS/SD3B/2025/86 du 23 juin 2025) : sa mise s'organisera dans le cadre de la mise en œuvre du centre ressources handicap sensoriel.

Financement au titre de la 1ère phase de CB 2025 : --€

DEPLOIEMENT DES DISPOSITIFS DE COMMUNICATION ALTERNATIVE ET AMELIOREE



MN 2025:80 900€

REBASAGE DES ESMS



Reliquat crédits d'actualisation

Mise en œuvre régionale :

- Poursuite de la dynamique engagée de rebasage des ESMS handicap pour les MAS.

Financement au titre de la 1ère phase de CB 2025 : 110 000€

V. PRIORITES DU SECTEUR « PERSONNES AGEES »

FINANCEMENT DE LA PREFIGURATION D'UNE STRATEGIE RELATIVE AUX MALADIES NEURO-DEGENERATIVES (MND)

Cadrage national:

- La stratégie proposée s'inscrit largement dans la continuité des précédentes, l'objectif étant de répondre aux enjeux d'accroissement de la prévalence de ces maladies.
- En 2025, les financements suivants sont délégués aux ARS à titre de première brique de mise en œuvre de la stratégie :
 - → 31M€ alloués aux pôles d'activité et de soins adaptés (PASA) afin de permettre l'augmentation de la couverture du territoire;
 - → 10M€ alloués en complément en 2025 en vue de renforcer la coordination au sein des futurs services autonomie à domicile (SAD) et la présence de psychologue dans les SSIAD/SAD.
 - → 7,5M€ alloués à la création de nouvelles équipes spécialisées Alzheimer (ESA) afin de permettre l'augmentation de la couverture du territoire.
- En complément, les installations de solutions de répit viseront à accélérer et développer le soutien aux aidants (améliorer leur formation notamment) et à l'appui des plateformes d'accompagnement et de répit (PFR).

* Mise en œuvre régionale :

- Poursuite du renforcement du nombre de PASA et d'ESA dans la programmation régionale. Objectif cible d'un PASA au sein de chaque EHPAD et de 11 ESA au total réparties sur la région.
- Renforcement des pôles territoriaux d'aide aux aidants et notamment sur la partie relative au caractère itinérant des accueil de jour.
- S'agissant de la coordination des SAD, une enquête régionale a été lancée auprès des SSIAD sur les exercices 2023 et 2024 afin de déterminer des modalités opérationnelles mises en place au sein de chaque SSIAD permettant de répondre à l'exigence de coordination.
- La dotation relative au temps de psychologue viendra en renforcement de la programmation régionale.

Financement au titre de la 1ère phase de CB 2025 : 22 806€

PREFIGURATION STRATEGIE MND



MN 2025 :
Développement PASA :
128 144€
Développement ESA :
150 000€
Complément répit :
527 046
Coordination des SAD :
22 806€

Temps de psychologue en SSIAD/SAD : 60 000€

FINANCEMENT DES CENTRES DE RESSOURCES TERRITORIAUX

Cadrage national:

- Poursuite du déploiement des centre ressources territorial (CRT)
 qui proposent, en alternative à l'EHPAD, un accompagnement
 renforcé à domicile et des ressources pour les professionnels du
 secteur.
- Financement alloué pour 1 CRT : 400 000€.

Mise en œuvre régionale :

- Programmation régionale intègre 6 CRT au total. Chaque CRT intègre une équipe mobile territorialisée de prévention (enveloppe par équipe territorialisée : 150 000€) permettant de renforcer l'approche préventive (dénutrition, santé buccodentaire, prévention des chutes, iatrogénie médicamenteuse...).
- Cible projetée au terme du plan de rattrapage : 1 CRT par territoire de projet, soit 9 au total.
- Lancement d'un AMI intégrant le déploiement de 6 CRT échelonnés entre 2025 et 2026 intégrant pour chacun des territoires ciblés, l'organisation de réunions de territoire animées par l'ARS à l'ensemble des acteurs permettant de présenter les missions des centres ressources et de dynamiser l'approche partenariale.
- Installation en cours d'un CRT sur le territoire de l'Ouest Corse.
 A ce CRT est intégré.
- Accompagnement ANAP autour dans un premier temps, de l'acculturation des EHPAD et des SSIAD au dispositif CRT; et dans un second temps, de la montée en charge des CRT autorisées.
- Pas de délégation de crédit de paiement (CP) pour installation pour la Corse, les disponibilités régionales au titre de la base reconductible permettant de couvrir la programmation 2025.

Financement au titre de la 1ère phase de CB 2025 : 275 000€

DEPLOIEMENT DES CRT



Programmation PRIAC

FINANCEMENT DE LA MEDICALISATION DES EHPAD

Cadrage national:

- **146,1M€** au titre de l'actualisation des coupes GMP/PMP réalisées avant le 30 juin 2024 et la médicalisation des PUV. Ces crédits permettent d'ajuster la dotation des EHPAD concernant

MEDICALISATION DES EHPAD

l'hébergement permanent en fonction de l'évolution des paramètres de l'équation tarifaire (capacité installée, GMP, PMP).

 45 M€ sont délégués au titre de la mise en œuvre des nouveaux seuils réglementaires de temps de présence de médecin coordonnateur en EHPAD, dans la continuité des crédits déjà délégués en 2022 et 2023.

Mise en œuvre régionale :

- Mise au plafond de l'équation tarifaire pour les EHPAD ayant réalisé une coupe PATHOS validée avant le 30/06/2024.
- Evolutions anticipées (selon marge disponible) des coupes des EHPAD pour lesquels une variation positive de la dotation plafond est constatée dans le cadre des coupes réalisées avant le 30/06/2025;
- Financement intégral par anticipation dès 2022 de la mise en œuvre des nouveaux seuils règlementaires de temps de présence de médecin coordonnateur en EHPAD.

Financement au titre de la 1ère phase de CB 2025 : 909 545€



MN 2025 : Convergence tarifaire : 921 693€ Médecins coordonnateurs : 144 178€

Fonds soutien EHPAD



CNR 2025 : 696 312€

Cadrage national:

- Afin de renforcer les moyens destinés aux besoins de soutien des EHPAD en difficulté, une enveloppe complémentaire de 250M€ de crédits non reconductibles (CNR) est déléguée aux ARS.
- L'annexe 1 de la présente instruction précise les modalités de délégation de ces crédits aux ESMS, qui ne peuvent être délégués pour le financement d'autres mesures ou dispositifs.

Mise en œuvre régionale :

- Application de la convergence tarifaire sur la base des remontées de données d'activité régionale pour chacun des SSIAD.
- S'agissant des SSIAD qui n'ont pas remonté de recueil d'activité, application de 90% de la dotation n-1.
- La ventilation de l'enveloppe complémentaire sera assurée en tenant compte de l'activité remontée par les SSIAD dans le cadre du recueil de données d'activité.

Financement au titre de la 1ère phase de CB 2025 : --€

VI. MESURES TRANSVERSALES

POURSUITE DU FINANCEMENT DE LA REFORME DES SSIAD

❖ Cadrage national:

- La réforme tarifaire des SSIAD et des SAD mixtes prévoit de passer d'une dotation soins "historique" allouée forfaitairement, à une dotation basée sur une équation tarifaire tenant compte du besoin en soins des personnes accompagnées.
- La mise en œuvre de cette réforme s'accompagne d'un mécanisme de convergence tarifaire.
- Conformément à la réglementation, à compter de 2025, les SSIAD en convergence négative ne bénéficient plus du mécanisme de gel des dotations.
- Les dotations sont calculées à partir des données d'activités remontées par les SSIAD dans le système d'information national services de soins infirmiers à domicile (SI-2SID) déployé par la CNSA.
- L'enveloppe convergence nationale s'élève à 24,3M€ sur le secteur
 PA et à une reprise de crédit à hauteur de 713 K€ sur PH.
- Afin de corriger des données erronées remontées par les SSIAD, notamment sur leur niveau d'activité, et à titre exceptionnel en 2025, il est délégué aux ARS une enveloppe complémentaire de 36,2M€ dont 34,3M€ sur PA et 1,9M€ sur PH. Cette enveloppe permettra de corriger le forfait global de soins en cas de données erronées ou inexploitables, comme le prévoit l'article R.314-138-1 du CASF. Il revient aux ARS de déterminer les SSIAD éligibles à cette tarification dérogatoire pérenne prévue dans cet article.

Mise en œuvre régionale :

- Application de la convergence tarifaire sur la base des remontées de données d'activité régionale pour chacun des SSIAD.
- S'agissant des SSIAD qui n'ont pas remonté de recueil d'activité, application de 90% à 100% de la dotation n-1.
- La ventilation de l'enveloppe complémentaire sera assurée en tenant compte de l'activité remontée par les SSIAD dans le cadre du recueil de données d'activité.

Financement PA au titre de la 1ère phase de CB 2025 : 127 591€ Financement PH au titre de la 1ère phase de CB 2025 : 41 837€

REFORME DE LA TARIFICATION DES SSIAD



MN 2025 Convergence Tarifaire

PA: 103 533€ PH: -41 362€ Autres crédits: PA: 151 591€ PH: 12 827€

❖ Cadrage national:

- 13M€ restent alloués en base des DRL des ARS au titre de l'amélioration de la qualité de vie et des conditions de travail (QVCT), comme les années précédentes.
 - → 9M€ pour le secteur PA;
 - → 4M€ pour le secteur PH.
- La QVCT représente un enjeu fort pour les ESMS et constitue un axe majeur du plan d'attractivité des métiers du grand âge. Les crédits alloués en 2025 doivent permettre d'atteindre des objectifs de développement quantitatif et qualitatif de la QVCT, et tout particulièrement pour les établissements et services connaissant des difficultés en matière de ressources humaines (par exemple taux de vacance de poste, taux d'absentéisme, taux de turnover et taux de sinistralité supérieurs à la moyenne des établissements de votre région).
- Ces crédits ont vocation à financer un large panel d'actions de qualité de vie et conditions de travail, y compris en matière de lutte contre la sinistralité, notamment :
 - → Investissement lié à la QVCT (bâti, équipement);
 - → Formations (notamment prévention des risques professionnels);
 - → Organisation du travail;
 - → Communication.
- Des crédits supplémentaires dédiés à la lutte contre la sinistralité pourront être obtenus grâce à un fonds dédié, disponible de 2025 à 2027 (instruction à paraître prochainement), articulé notamment avec les dispositifs de la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM) tels que l'assurance accidents du travail et maladies professionnelles (AT/MP). Il permettra de financer des mesures de lutte en lien avec l'activité physique et les manutentions manuelles, sur la base d'une liste d'équipements éligibles.

Mise en œuvre régionale :

- Enveloppe inscrite en base dans le cadre de la DRL régionale :
 - → Enveloppe régionale PH (montant en base) : 25 000€
 - → Enveloppe régionale PA (montant en base) : 30 286€
- Les demande de financement d'actions visant à l'amélioration de la qualité de vie et des conditions de travail sont à intégrer dans le fichier de recueil de demande de CNR, à retourner au plus tard le 31/07/2025.
- Ce fichier de recueil devra être accompagné d'un dossier intégrant l'ensemble des pièces sollicitées dans le fichier de recueil CNR.

QVCT



Montant en base PH: 25 000€ PA: 30 286€

- Notification prévue 2ème phase de campagne au regard du niveau de disponibles au sein de chaque dotation régionale limitative.
- Une enveloppe complémentaire au titre du fonds d'intervention régional viendra compléter les enveloppes susmentionnées pour un montant de 51 100€.

Financement au titre de la 1ère phase de CB 2025 : --€

A Ajaccio, le 01/07/2025

La Directrice Générale de l'ARS de Corse

La Directrice Générale de l'ARS de Corse,

Helène LECENNE

ANNEXE 1: TEXTES REGLEMENTAIRES

Principales dispositions législatives, règlementaires ou instructions en vigueur :

- Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) et notamment ses articles L 314-1 à L 314-1 13, L 315-1 à L 315-1 9 et R 314-1 à R 314-149 ;
- Loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;
- Loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (loi ELAN) ;
- Loi n° 2022-1616 du 23 décembre 2022 de financement de la sécurité sociale pour 2023 ;
- Décret n° 91-155 du 6 février 1991 relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;
- Décret n° 2021-740 du 8 juin 2021 relatif au versement d'une prime temporaire de revalorisation à certains personnels relevant de la fonction publique hospitalière ;
- Décret n° 2021-1257 du 29 septembre 2021 portant statut particulier du corps des aidessoignants et des auxiliaires de puériculture de la fonction publique hospitalière ;
- Décret n° 2021-1260 du 29 septembre 2021 fixant l'échelonnement indiciaire applicable au corps des cadres de santé paramédicaux de la fonction publique hospitalière ;
- Décret n° 2021-1262 du 29 septembre 2021 fixant l'échelonnement indiciaire applicable au corps des infirmiers en soins généraux et spécialisés de la fonction publique hospitalière ;
- Décret n° 2021-1256 du 29 septembre 2021 revalorisant le déroulement de carrière des corps paramédicaux de la catégorie A de la fonction publique hospitalière ;
- Décret n° 2021-1932 du 30 décembre 2021 relatif au tarif minimal applicable aux heures d'aide à domicile et à la dotation visant à garantir le fonctionnement intégré de l'aide et du soin au sein d'un service autonomie à domicile mentionnés à l'article L. 314-2-1 du code de l'action sociale et des familles ;
- Décret n° 2022-1498 du 30 novembre 2022 modifiant le décret n° 2022-717 du 27 avril 2022 relatif à la création d'une prime de revalorisation pour les médecins coordonnateurs exerçant en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes public ;
- Décret n° 2022-1497 du 30 novembre 2022 modifiant le décret n° 2020-1152 du 19 septembre 2020 relatif au versement d'un complément de traitement indiciaire à certains agents publics ;
- Arrêté du 12 juin 2022 portant extension d'un accord relatif à la mise en place du complément de rémunération aux personnels socio-éducatifs suite à la conférence des métiers de l'accompagnement social et médico-social;
- Arrêté du 28 mai 2025 fixant pour 2025 le taux de revalorisation des produits de la tarification reconductibles afférents aux soins applicables aux services proposant des prestations de soins infirmiers à domicile pour les personnes âgées et les personnes en situation de handicap;
- Arrêté du 28 mai 2025 fixant pour l'année 2025 les montants plafonds des forfaits journaliers mentionnés à l'article R. 314-207, au 10 de l'article D. 313-17, à l'article D. 313-18 et à l'article D. 313-20 du code de l'action sociale et des familles ;
- Arrêté du 28 mai 2025 fixant pour 2025 les valeurs du point mentionnées à l'article R. 314-162 du code de l'action sociale et des familles ;

- Décision n° 2025-10 du 2 juin 2025 du directeur de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie relative aux dotations régionales limitatives et à la moyenne nationale des besoins en soins requis pour l'année 2025 ;
- Instruction n° N° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/2025/66 du 27 mai 2025 relative aux orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées pour l'exercice 2025.